

**Conseil des ministres - Visite du
comité international olympique
dans le cadre de la candidature de
Paris à l'organisation des Jeux
olympiques et paralympiques de
2024**

(Paris, 24 mai 2017)

La ministre des sports a présenté une communication relative à la visite du comité international olympique dans le cadre de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024.

Le comité international olympique (CIO) désignera, le 13 septembre prochain, à Lima, la ville-hôte des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Le président de la République et la ministre des sports se rendront sur place.

Après Los Angeles, son unique concurrente, Paris 2024 a franchi une étape majeure, en accueillant en France les 13 membres de la commission d'évaluation mandatée par le CIO, du 13 au 16 mai.

Cette échéance a permis à la candidature française de présenter les sites et installations sportives du projet Paris 2024 et d'organiser de nombreux échanges techniques entre les membres de la commission d'évaluation, le groupement d'intérêt public Paris 2024 et les représentants de ses membres fondateurs : l'État, la ville de Paris, la région Ile-de-France, le comité national olympique et sportif français (CNOSF) et le comité paralympique et sportif français (CPSF).

Cette visite donnera lieu à la rédaction et à la remise, le 5 juillet prochain, d'un rapport d'évaluation destiné aux membres du CIO.

Pendant trois jours, l'ensemble des parties prenantes à la candidature a pu apporter des compléments détaillés aux trois dossiers techniques remis précédemment au CIO et fournir des réponses précises, pratiques et opérationnelles, prouvant le sérieux et le haut niveau de cohérence et de cohésion du projet parisien.

Les engagements et les garanties déjà formulés ont été précisés par les différents acteurs publics, au premier rang desquels l'État, notamment en matière financière, fiscale, de sécurité, de transports ou d'exemplarité environnementale. La candidature française a placé au cœur de son projet la question de l'héritage des Jeux et la volonté que tous les Français et tous les territoires puissent en bénéficier. C'est l'objectif du programme «le sport au service de la société» présenté en conseil des ministres le 22 mars dernier.

À l'issue de cette visite, les membres de la commission d'évaluation ont déclaré avoir grandement apprécié la place majeure donnée aux athlètes et au mouvement sportif au sein de la candidature, mais également l'unité des pouvoirs publics autour de ce projet. Le président de la commission d'évaluation, M. Patrick Baumann, a souligné «l'excellence» de la candidature parisienne et manifesté sa satisfaction d'avoir pu ainsi constater à quel point elle fait l'objet d'un très large soutien populaire.

Mardi 16 mai, l'affirmation d'un engagement total du pays s'est traduit par la réception de la commission d'évaluation à l'Élysée par le président de la République, illustrant ainsi la priorité que représente cette candidature pour l'ensemble du pays, jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Suivie par plus de 170 médias français et étrangers, cette visite a offert aux acteurs de la candidature l'occasion de souligner les caractéristiques essentielles et les points forts du projet parisien : une grande compacité des sites, des équipements et infrastructures déjà existants, une responsabilité environnementale marquée, un réseau de transport performant, un patrimoine culturel exceptionnel, un héritage fort reposant sur des valeurs de durabilité, d'inclusion sociale par le sport, d'accessibilité et de solidarité.

Deux principales échéances jalonnent désormais l'agenda de la candidature avant l'attribution des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 par le CIO, le 13 septembre 2017 :

- les 23 et 24 juin : célébrations nationales de l'olympisme autour de la candidature de Paris 2024 avec une célébration particulièrement spectaculaire et mobilisatrice à Paris ;
- les 11 et 12 juillet : dernière présentation du projet Paris 2024 devant les membres du CIO à Lausanne, en présence du président de la République et de la ministre des sports.

Une réflexion interministérielle autour de la future loi olympique et paralympique est également lancée depuis plusieurs mois afin que les Jeux olympiques et paralympiques de 2024 puissent être organisés en conformité avec la Charte olympique et le contrat de ville hôte./.